

Dans ce numéro

**À Bamako, un avocat malien soupçonné de liens avec les djihadistes entendu par les services de renseignement...**

(Page 2)

**Donald Trump souhaiterait le classement des cartels mexicains comme organisations terroristes...**

(Page 3)

**Fuite de documents internes chinois, confirmant la surveillance systématique des musulmans ouïgours...**

(Page 4)

**En Turquie, premiers tests du système de défense antiaérienne S-400...**

(Page 5)

**La Corée du Nord s'entraînerait à accélérer la cadence de tir de ses missiles...**

(Page 6)

**Washington interdit l'utilisation de l'application TikTok au sein des forces armées américaines...**

(Page 7)

### FORMULATION D'ARTICLE

– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

### Un chef djihadiste condamné à mort par un tribunal militaire égyptien...

Le chef djihadiste égyptien Hicham El-Ashmawy extradé de Libye a été condamné à mort hier par un tribunal militaire pour son implication présumée dans des attentats, a annoncé le porte-parole de l'armée. Hicham El-Ashmawy arrêté en octobre 2018 en Libye avait été remis aux autorités égyptiennes en mai dernier, par le maréchal libyen Khalifa Haftar, l'homme fort de l'est de la Libye soutenu par Le Caire. La décision du tribunal peut faire l'objet d'un appel.

(La voix de l'Amérique, le 28-11-2019)

### Multiplication des vols de reconnaissance de l'US Air Force à proximité de la Corée du Nord...

L'armée américaine semble redoubler de vigilance afin de surveiller les opérations militaires nord-coréennes, depuis que le régime communiste a procédé, samedi dernier, à des exercices de tirs de son artillerie côtière près de la NLL, la frontière maritime intercoréenne, en mer Jaune. Des mouvements en ce sens ont été détectés. À en croire le site *Aircraft Spots*, un avion de reconnaissance américain de type RC-135V a survolé, hier, Séoul et la région de Gyeonggi qui l'entoure. Et aujourd'hui, un autre appareil de surveillance E-8C est passé à environ 9 750 mètres au-dessus de la péninsule. Équipé de systèmes radars, cet avion de guerre serait capable de détecter des mouvements de garnisons et des véhicules nord-coréens au sol, à une altitude de 12 kilomètres. De manière générale, les vols de reconnaissance américains au-dessus de la péninsule visent à surveiller d'éventuels lancements de projectiles de l'autre côté du 38e parallèle. Néanmoins, leurs sorties d'hier et d'aujourd'hui semblent avoir un rapport avec les récents exercices de tirs nord-coréens.

(KBS World Radio, le 28-11-2019)

### La Turquie en passe de démarrer la production de missiles air-air *Bozdogan*...

Le premier missile air-air *Bozdogan* fabriqué par la Turquie, a passé son premier test avec succès. Le ministère de l'Industrie et de la Technologie a fait des déclarations sur le missile *Bozdogan* développé par des moyens nationaux. Dans un communiqué, le ministère informe que le compte à rebours est lancé pour le démarrage de la production en série de l'équivalent turc des missiles air-air, achetés jusqu'à présent à plusieurs millions de dollars, ajoutant que les tirs guidés depuis une rampe de lancement de ces missiles air-air qui seront intégrés sur les chasseurs, ont réussi à détruire les cibles avec précision. Le missile qui a ainsi passé ses premiers tests, sera intégré sur le chasseur national de combat et les F-16. *Bozdogan* qui a un guidage par infrarouge, sera dans l'inventaire en 2020. La Turquie est devenue ainsi l'un des neuf pays producteurs de missiles air-air.

(La voix de la Turquie, 26-11-2019)

**Au Bangladesh, peine capitale pour sept djihadistes impliqués dans une attaque meurtrière à Dacca...**

Au Bangladesh, un tribunal a condamné à la peine de mort sept membres d'un groupe djihadiste en raison de leur implication dans une attaque meurtrière dans un restaurant de la capitale Dacca, en juillet 2016. Mercredi, le tribunal spécial de Dacca en charge des affaires de lutte contre le terrorisme, a déclaré les sept hommes coupables. L'un d'entre eux a été acquitté faute de preuves. Vingt-deux personnes ont trouvé la mort lorsque des hommes armés d'une organisation se décrivant comme une branche bangladaise de l'État islamique ont fait irruption dans le restaurant. Parmi les victimes figuraient sept ressortissants japonais qui travaillaient pour un projet mené par la JICA, l'Agence japonaise de coopération internationale. Cinq des assaillants ont été abattus sur les lieux du drame par les forces de sécurité. L'attaque a plus tard été revendiquée par l'État islamique. Huit autres membres du groupe terroriste avaient été inculpés pour des chefs d'accusation tels que l'aide aux assaillants pour leur avoir procuré des fonds et des armes. Ils ont clamé leur innocence faute de preuves hormis leurs propres aveux. Un avocat de la défense a fait savoir que les huit hommes feraient appel. Suite à l'attaque qui a choqué le monde entier, tentant de rétablir l'ordre, la police du pays a abattu ou inculpé près de cent personnes qui seraient, selon elle, des membres d'un groupe extrémiste.

*(Radio Japon international, le 27-11-2019)*

**Violentes attaques d'inconnus armés contre des villages du centre du Nigeria...**

Des milliers de personnes ont dû fuir leurs foyers après de violentes attaques perpétrées par des bandits armés contre dix villages de l'État de Niger, dans le centre du Nigeria, a annoncé mardi à l'AFP un responsable des services de secours. De nombreux hommes armés ont fait irruption à moto dans le district de Shiroro entre vendredi et lundi, tirant en l'air et incendiant des maisons. « Jusqu'à présent, nous avons enregistré 4 000 personnes déplacées à cause des bandits » a déclaré le porte-parole des services d'urgence de l'État de Niger (Sema), Ibrahim Audu Hussein. « Les déplacés sont hébergés dans un camp situé dans le district voisin de Kuta » a déclaré Hussein, avertissant que ce nombre pourrait encore augmenter, car les populations continuaient à affluer à Kuta. Les secouristes n'avaient pas encore pu se rendre dans les villages attaqués, car les bandits s'y trouvaient encore mardi, a-t-il ajouté. « Nous n'avons pas d'informations détaillées sur d'éventuelles victimes, car la zone est encore trop dangereuse pour que nos hommes puissent y entrer, les villages sont toujours sous le contrôle des bandits » a affirmé M. Hussein. « Nous attendons l'autorisation des autorités et une évacuation des blessés s'il y en a ». Des bandits avaient déjà attaqué des villages dans les environs de Shiroro ces derniers mois, tuant, pillant et incendiant des maisons. En juin, au moins quarante personnes avaient été tuées dans l'attaque de huit villages de la zone par des hommes armés, obligeant environ 2 000 habitants à quitter leur domicile. Les « bandits » vivent dans des camps éparpillés dans la forêt de Rugu, à cheval entre les États de Zamfara, Katsina, Kaduna et Niger, d'où ils lancent des attaques contre des communautés villageoises, pillant et kidnappant contre rançon. En juillet, les autorités de Zamfara ont conclu un accord de paix avec plusieurs gangs pour rétablir l'ordre, promettant une amnistie à ceux qui rendent leurs armes. Cet accord a mis fin à la plupart des attaques dans l'État de Zamfara et poussé les autorités de l'État voisin de Katsina à entamer des pourparlers de paix similaires avec les bandits. Cependant, les incidents ont redoublé dans les États limitrophes non concernés par ces accords.

*(Africa Radio, le 26-11-2019)*

**À Bamako, un avocat malien soupçonné de liens avec les djihadistes entendu par les services de renseignement...**

Un célèbre avocat malien a passé trois jours aux mains des services de renseignement avant d'être relâché lundi dans une affaire qui nourrit les spéculations sur l'existence ou non de canaux de communication entre Bamako et des djihadistes. Selon une vidéo circulant sur les réseaux sociaux et authentifiée par ses proches, Me Hassan Barry, ancien ministre proche de la communauté peule, a rencontré en juin le prédicateur radical peul Amadou Koufa, chef de la katiba du Macina, qui sévit depuis 2015 dans le centre du Mali. « Nous sommes au courant de cette affaire, qui a eu la bénédiction de certains milieux officiels » a déclaré lundi à l'AFP une source sécuritaire malienne. « Mais son arrestation vendredi n'a aucun lien avec les missions de bons offices qu'il soutient avoir précédemment entreprises » a assuré le gouvernement dans un communiqué. Officiellement, Bamako, dont l'armée continue à subir de lourdes pertes sur le terrain, exclut de dialoguer avec les djihadistes. « Ce n'est pas

la position du gouvernement » avait redit en juillet à l'AFP le ministre des Affaires étrangères, Tiébilé Dramé. Mais des experts et des personnalités plaident pour un dialogue avec les djihadistes devant ce qu'ils considèrent comme l'échec des autres stratégies. L'arrestation de Me Barry par les services de renseignement est liée à celle, en fin de semaine, de deux membres présumés du groupe djihadiste Ansaroul Islam, actif au Mali et au Burkina Faso voisin, selon les autorités. « Me Hassan Barry a été arrêté pour complicité avec les terroristes » a dit une source proche du dossier. « Les deux djihadistes présumés étaient à Bamako pour faire du repérage pour d'éventuels attentats » avait indiqué vendredi la Sécurité d'État. Mais ils souhaitaient également négocier la libération de plusieurs cadres de leur organisation détenus à la maison d'arrêt de Bamako, dont deux experts en explosifs, selon la même source. Lors de leur interrogatoire, ils auraient affirmé avoir remis une importante somme d'argent à Hassan Barry pour soudoyer des magistrats et obtenir ces libérations, selon une source proche du dossier. Hassan Barry a été relâché lundi et est rentré à son domicile, a indiqué à l'AFP le bâtonnier de l'ordre des avocats du Mali, Alhassane Sangare. Un autre avocat, qui n'a pas souhaité être nommé, a précisé que son arrestation par les services de renseignement n'avait pas respecté les dispositions légales en ce qui concerne les avocats. Une source judiciaire, confirmant sa remise en liberté, a expliqué que la procédure judiciaire intentée contre Me Barry continue.  
*(Africa Radio, le 26-11-2019)*

### **Six djihadistes présumés neutralisés par l'armée burkinabée dans le sud du pays...**

Six djihadistes, dont un chef activement recherché, ont été neutralisés lors d'une opération menée par l'armée burkinabée, dans la zone de Pô, dans le sud du pays, a annoncé vendredi l'état-major des armées dans un communiqué. « L'opération, qui a nécessité une coordination minutieuse, a permis de neutraliser six terroristes parmi lesquels figurait un leader terroriste activement recherché » a indiqué l'état-major des armées. L'opération, déclenchée depuis plusieurs jours, sur la base d'informations précises, avait pour but de démanteler un groupe terroriste qui agissait dans la zone de Pô, province du Nahouri. « Un important lot d'armement, de munitions, ainsi que des motos et divers effets ont également été saisis » selon le communiqué. Le chef d'état-major des armées, le général Moïse Miningou, estime que ce résultat majeur constitue la preuve qu'aucun répit ne sera laissé aux groupes terroristes qui tentent de perturber la quiétude des vaillantes populations. Cette opération survient après deux autres dans le nord et le centre nord qui ont permis de neutraliser plusieurs dizaines de terroristes, selon des bilans officiels qu'il n'était pas possible de confirmer de source indépendante. Le Burkina Faso, frontalier du Mali et du Niger, est le théâtre d'attaques djihadistes régulières depuis le premier trimestre 2015. Le nord et l'est sont particulièrement touchés et Ouagadougou, la capitale, a été frappée à trois reprises. Au total, les attaques attribuées aux groupes djihadistes, certains affiliés à Al-Qaïda, d'autres au mouvement État islamique, ont fait près de 700 morts depuis début 2015, selon un décompte de l'AFP, et environ 500 000 déplacés internes et réfugiés, d'après l'ONU. Sous-équipées et mal entraînées, l'armée, la police et la gendarmerie de ce pays pauvre d'Afrique de l'Ouest sont incapables d'enrayer les attaques djihadistes, qui se sont intensifiées en 2019 jusqu'à devenir quasi quotidiennes. Pour tenter de faire face à ces attaques récurrentes, le président burkinabé Roch Marc Christian Kaboré a appelé, début novembre, à la mobilisation générale contre le terrorisme et annoncé le recrutement de volontaires pour la défense dans les zones sous menace.  
*(Africa Radio, le 30-11-2019)*

### **Donald Trump souhaiterait le classement des cartels mexicains comme organisations terroristes...**

Trump a indiqué, mercredi, dans une déclaration au journaliste américain, Bill O'Reilly : « Nous classerons les cartels de drogues mexicains sur les listes des organisations terroristes, je travaille sur cette mesure depuis 90 jours ». Trump a ajouté : « Vous le savez, cette question n'est pas facile, il y a plusieurs étapes à franchir, c'est ce que nous faisons actuellement ». Le ministère mexicain des Affaires étrangères a affirmé, pour sa part, qu'une demande a été formulée, à ce propos, au Département d'État américain pour examiner cette question. Un communiqué des Affaires étrangères mexicaines a indiqué que la classification américaine des cartels de drogues mexicains en tant qu'organisations terroristes fera l'objet de discussions entre le Mexique et les États-Unis.  
*(La voix de la Turquie, le 28-11-2019)*

### **Le président mexicain refuse l'aide militaire américaine pour lutter contre les narcotrafiquants...**

Il n'est pas question pour le Mexique d'accepter l'aide militaire des États-Unis dans la lutte contre les

cartels de la drogue. Le président mexicain a été très clair à ce sujet hier lors de sa conférence de presse quotidienne. Il répondait ainsi à Donald Trump qui a assimilé les groupes de narcotrafiquants à des organisations terroristes. Quand mardi le président américain établit le parallèle entre les cartels mexicains de la drogue et les organisations terroristes de vieilles peurs ont resurgi parmi les Mexicains. Celles de voir leur pays sous la menace de sanctions américaines comme dans les années 1990 quand le Mexique devait démontrer ses efforts de lutte contre les trafiquants pour accéder aux aides américaines et aux financements internationaux. Certains ont vu dans la prise de position de Donald Trump un encouragement aussi à militariser la frontière entre les deux pays ou comme une atteinte à leur souveraineté. Andres Manuel Lopez Obrador, le président mexicain, a donc décidé de clarifier le malentendu. Il n'est pas question de laisser opérer en territoire mexicain des hommes armés étrangers. On ne verra pas non plus de drones américains survoler le Mexique comme en Afghanistan ou au Pakistan. En tout cas, c'est peu probable, a reconnu le chef de l'État qui a souligné par ailleurs la grande coopération existant entre les deux voisins dans le domaine de la lutte contre le trafic de drogue. Une coopération que certains aimeraient voir renforcée après le massacre d'une famille de mormons d'origine américaine dans le nord du Mexique, une zone où sévissent les cartels. Le président mexicain s'est dit convaincu que son pays saurait démontrer aux États-Unis qu'il est capable de faire justice en punissant les responsables de cette dernière tuerie.  
(Radio Vatican, le 30-11-2019)

### ... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

#### **Fuite de documents internes chinois, confirmant la surveillance systématique des musulmans ouïgours...**

Des documents internes du gouvernement chinois qui ont été divulgués montrent le fonctionnement du système des camps de détention pour la minorité ethnique des Ouïgours musulmans et leur surveillance systématique. Le Consortium international des journalistes d'investigation a obtenu une vingtaine de pages de documents secrets. Publiés dimanche, les documents révèlent que plus de 15 000 Ouïgours ont été envoyés dans des camps de la région autonome ouïgoure du Xinjiang en une seule semaine en juin 2017. Ils montrent que les personnes détenues dans les camps doivent utiliser le chinois mandarin plutôt que leur langue maternelle ouïgoure. Les documents dévoilent également que les Ouïgours en détention sont surveillés étroitement à tout moment pour empêcher qu'ils ne s'enfuient. Ils révèlent que le gouvernement a mis en place un système de surveillance à grande échelle dans le Xinjiang qui fait usage d'informations numériques, notamment les données d'utilisation de téléphones portables.

(Radio Japon international, le 25-11-2019)

#### **Le BIS dénonce une nouvelle fois l'intensification des activités des services de renseignement chinois en République Tchèque...**

Le Service de renseignement et de sécurité (BIS) et le service de renseignement militaire (VZ) ont publié, ce mardi, leurs rapports annuels pour 2018 qui, une nouvelle fois, mettent en garde notamment contre les activités toujours plus intenses des activistes russes et la diffusion par ces derniers de fausses informations visant à remettre en cause l'ordre politique en République Tchèque et la présence de celle-ci au sein de l'Union européenne et de l'Alliance atlantique. Toujours selon le BIS, qui est un service de contre-espionnage, les services de renseignement chinois ont, eux aussi, intensifié leur activité en République Tchèque. Le BIS attire l'attention sur les invitations formulées par les autorités chinoises pour des formations, séminaires et autres séjours touristiques, qui sont autant d'occasions de solliciter leurs participants. L'année dernière déjà, le rapport du BIS informait du renforcement des activités des agents des services de renseignement russes et chinois en République Tchèque.

(Radio Prague international, le 26-11-2019)

### ... MILITAIRE ...

#### **Protestations sud-coréennes après des exercices de tirs nord-coréens en mer Jaune...**

L'agence de presse officielle nord-coréenne KCNA a annoncé aujourd'hui que Kim Jong-un avait rendu visite à une troupe de défense basée sur l'île de Changrin en mer Jaune, et qu'une batterie d'artillerie côtière avait procédé à un tir de missiles sur son ordre. Cette île se trouve plus exactement au sud du

district d'Ongjin, appartenant au territoire sud-coréen. Elle est située dans la zone maritime tampon déterminée dans l'accord militaire que Séoul et P'yongyang ont conclu le 19 septembre 2018. Selon le ministère sud-coréen de la Défense, l'entraînement militaire effectué dans cette zone n'est pas conforme à l'engagement pris entre les deux Corées. Il s'agit par conséquent de la première violation du Nord de cet accord intercoréen. Faisant part de son regret, sa porte-parole Choi Hyun-soo a appelé le régime communiste à cesser toute provocation militaire. Cependant, elle n'a précisé ni la date ni la direction du tir nord-coréen.

*(KBS World Radio, le 25-11-2019)*

La Corée du Sud a formellement protesté aujourd'hui contre des exercices de tirs de l'artillerie côtière nord-coréenne sur l'île de Chanrin, située juste au nord de la NLL, la frontière maritime intercoréenne, en mer Jaune. Des opérations menées, selon l'agence de presse officielle du pays communiste *KCNA*, en présence de Kim Jong-un, et qui ont fait réagir Séoul, puisque l'île en question se situe dans la zone maritime tampon, établie en vertu de l'accord militaire intercoréen signé le 19 septembre 2018. En effet, celui-ci stipule que les deux Corées se sont engagées à y suspendre tous leurs exercices militaires. Le ministère sud-coréen de la Défense a donc raison de considérer ces tirs nord-coréens comme une violation de ce pacte. Après avoir déjà exprimé ses regrets à cet égard, hier, il a envoyé, aujourd'hui, un message de protestation, verbal et écrit, via la ligne de communication militaire intercoréenne et par fax. Le Sud y appelle le Nord à honorer scrupuleusement l'accord, selon sa porte-parole Choi Hyun-soo. À propos de la date des exercices en question, les autorités militaires sud-coréennes ont annoncé aujourd'hui avoir constaté qu'ils avaient été menés le 23 novembre. Un choix qui n'est pas anodin, car il correspond aux neuf ans, jour pour jour, du bombardement de l'île sud-coréenne de Yeonpyeong par le royaume ermite. Quatre Sud-Coréens, deux soldats et deux civils, avaient été tués par des obus. Quoi qu'il en soit, c'est la première fois depuis la signature de l'accord militaire intercoréen que Séoul définit une action militaire de P'yongyang comme une violation du pacte.

*(KBS World Radio, le 26-11-2019)*

### **La présence de bâtiments de guerre nord-coréens à Jangjon inquiète la Corée du Sud...**

Des vaisseaux de guerre ont récemment été détectés, à plusieurs reprises, dans le port de Jangjon, en Corée du Nord, là où les Sud-Coréens débarquaient des ferries pour débiter leur circuit aux monts Geumgang, avant la suspension de ces visites en 2008. Pour rappel, ces excursions avaient été lancées dix ans plus tôt. De nouveaux bâtiments ont également été construits sur le quai de ce port, unique escale pour les touristes. Séoul scrute de près l'évolution de la situation, car il considère que le régime communiste pourrait le réaménager en une base militaire. Avant le début des voyages dans ces montagnes de diamants, le port en question était en fait la base navale militaire la plus au sud du royaume ermite, sur sa côte orientale. Des navires de guerre et des sous-marins de poche y étaient déployés, mais elle a été déplacée un peu plus au nord, et les bâtiments de l'armée dans d'autres ports, suite au lancement des circuits touristiques, et ce en dépit de l'opposition de l'armée. À en croire une source bien informée en Corée du Nord, avant même l'arrêt des randonnées des Sud-Coréens, des bateaux de guerre y étaient souvent amarrés pour des ravitaillements en essence. Il n'y a donc pas de quoi s'inquiéter. Pourtant, le ministère sud-coréen de la Réunification estime que le réaménagement de la base pourrait peser négativement sur la reprise des voyages dans cette zone.

*(KBS World Radio, le 27-11-2019)*

### **En Turquie, premiers tests du système de défense antiaérienne S-400...**

La Turquie doit tester lundi et mardi à Ankara, capitale du pays, les systèmes de défense antiaérienne S-400, de fabrication russe, a appris *Xinhua* d'une source proche du Conseil d'administration des industries de défense de Turquie. Le gouvernement d'Ankara a annoncé dimanche que des avions de chasse F-16 et d'autres appareils effectueraient des tests à haute et basse altitude au-dessus de la capitale lundi et mardi. La Turquie a signé avec la Russie en avril 2017 un contrat pour l'achat des systèmes avancés S-400. Le premier lot de systèmes de défense S-400 a été livré à la Turquie par la Russie en juillet dernier. Il a été déployé sur la base aérienne de Murted à Ankara. L'achat par la Turquie des systèmes S-400 a provoqué depuis une escalade des tensions entre Washington et Ankara, car les États-Unis estiment que les systèmes S-400 seraient incompatibles avec le système de l'OTAN et qu'ils pourraient livrer à la Russie des informations militaires confidentielles. Washington a cessé la livraison des avions de chasse F-35 à la Turquie lorsque Ankara a confirmé sa commande de systèmes S-400.

*(Radio Chine internationale, le 26-11-2019)*

La Turquie commence à utiliser des systèmes russes de défense antiaérienne cela en dépit des appels répétés de Washington à ne pas les activer sous peine de sanctions. Les vols d'avions militaires F16 observés depuis lundi dans le ciel d'Ankara visent à tester des radars de batteries S-400, un système acheté à Moscou par Ankara au grand dam de ses partenaires de l'OTAN. À une semaine du sommet de l'OTAN qui se tiendra à Londres les 3 et 4 décembre la Turquie offre une nouvelle raison aux dirigeants occidentaux de mettre en doute ses choix stratégiques et sa place dans l'Alliance. Depuis lundi elle fait voler des avions de combat américains, des F16, au-dessus de sa capitale Ankara, pour tester des systèmes de défense russes, les S-400. Autrement dit des radars de fabrication russe actionnés par des personnels turcs et russes évaluent les trajectoires et les performances d'un chasseur américain dans le ciel d'un pays de l'OTAN. Les autorités turques qui n'ont d'abord donné aucune explication à ces vols d'avions F16 ont fini par confirmer l'information. Les autorités estiment que les S-400 seront complètement opérationnels en avril 2020.  
(Radio Vatican, le 27-11-2019)

### **Nouveaux tirs de missiles nord-coréens en direction de la mer de l'Est...**

Selon des officiels japonais, la Corée du Nord a lancé deux projectiles jeudi après-midi. Il pourrait s'agir de missiles balistiques. Le ministre de la Défense Taro Kono indique que les projectiles ont été lancés depuis l'est de la Corée du Nord vers 17 heures, heure du Japon. Il précise que les missiles seraient tombés en dehors de la zone économique exclusive du Japon. P'yongyang a mené plusieurs tests de missiles depuis mai. Ce sont les premiers tirs depuis que Séoul a décidé de maintenir un pacte militaire de partage de renseignements avec le Japon la semaine dernière. Les lancements interviennent également dans un contexte d'impasse des négociations sur la dénucléarisation entre P'yongyang et Washington. La Corée du Nord souhaite que les États-Unis lèvent les sanctions qui pèsent contre elle avant de démanteler son programme nucléaire. Mais Washington veut que P'yongyang agisse en premier.

(Radio Japon international, le 28-11-2019)

L'État-major interarmées sud-coréen (JCS) vient d'annoncer que la Corée du Nord a tiré, en fin d'après-midi, en direction de la mer de l'Est, deux projectiles qui pour l'instant n'ont pas été identifiés. Les tirs ont eu lieu à 16h59, du côté de Yeonpo dans la province de Hamgyong du Sud. Selon un responsable de la Cheongwadae, il s'agirait de missiles à longue portée, alors que du côté des autorités militaires, on évoque plutôt un engin à courte portée. C'est le 13e lancement depuis le début de l'année. Il s'agit aussi du 2e en moins d'un mois. En effet, deux projectiles de courte portée avaient été lancés vers la mer de l'Est le 31 octobre dernier, depuis la ville de Soonchon, située dans la province de Pyongan du Sud, au nord-ouest de la péninsule. L'organe officiel du Parti des travailleurs, le *Rodong Sinmun*, avait alors rapporté qu'il s'agissait d'un nouveau type de lanceur de missiles multiples de grande envergure que le pays communiste avait testé avec succès. Avant d'ajouter que ce matériel constituerait à l'avenir l'une des armes clés de l'armée nord-coréenne. Les autorités militaires sud-coréennes continuent d'examiner la nature de ces nouveaux projectiles tout en scrutant de près la situation de l'autre côté du 38e parallèle.

(KBS World Radio, le 28-11-2019)

### **La Corée du Nord s'entraînerait à accélérer la cadence de tir de ses missiles...**

Les deux projectiles tirés jeudi par la Corée du Nord l'ont été dans un intervalle de 30 secondes. L'information a été donnée par l'armée sud-coréenne. P'yongyang a tiré deux missiles balistiques depuis les alentours de Yeonpo, dans la province du Hamgyong du Sud, en direction de la mer du Japon. Vendredi, les médias officiels nord-coréens ont expliqué que le pays avait testé avec succès un « système de lance-roquettes multiple super grand », sous la supervision du dirigeant, Kim Jong-un. Le Nord a tiré deux missiles balistiques le 24 août, puis le 10 septembre et le 31 octobre, en affirmant avoir testé à chaque fois ce système multiple et super grand. Le 24 août, les missiles auraient été tirés dans un intervalle de 17 minutes. Les 10 septembre et 31 octobre, ils l'ont été dans un intervalle respectivement de 19 et 3 minutes. Certains analystes estiment que la Corée du Nord s'efforce d'améliorer sa capacité à tirer de tels projectiles à cadence élevée.

(Radio Japon international, le 29-11-2019)

La Corée du Nord a lancé, hier après-midi à 16h59, deux projectiles de courte portée vers la mer de l'Est, depuis Yeonpo dans la province de Hamgyong du Sud, située dans le nord-est de la péninsule.



L'organe officiel du Parti des travailleurs, le *Rodong Sinmun*, a rapporté, ce matin, que le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un a assisté aux tirs successifs d'un nouveau type de lanceur de missiles multiples de grande envergure. Selon le journal, ce test, couronné de succès, a démontré la supériorité et la fiabilité de l'arsenal du pays communiste. Il a également publié trois photographies montrant le jeune leader afficher une grande satisfaction. De son côté, l'État-major interarmées sud-coréen (JCS) a annoncé, peu après le lancement, que ces deux engins avaient parcouru environ 380 kilomètres pour une altitude maximale de 97 kilomètres. En se basant sur ces données, les autorités militaires avaient présumé, déjà hier en fin d'après-midi, qu'il devait s'agir d'un tir d'essai de lanceur de missiles multiples. Depuis le début de cette année, la Corée du Nord a procédé à un total de 13 lancements de projectiles. Et c'est la 4e fois que le régime de Kim Jong-un teste un lance-roquettes multiple depuis le 24 août. Le 2e et le 3e tir de ce type ont eu lieu respectivement le 10 septembre et le 31 octobre.  
(KBS World Radio, le 29-11-2019)

### **Le missile hypersonique russe *Kinjal* testé avec succès dans l'Arctique...**

Des sources militaires bien informées ont signalé que l'armée russe avait testé avec succès son missile hypersonique *Kinjal* dans l'Arctique. Un MiG-31K équipé du système aérien hypersonique *Kinjal* a effectué un test dans la partie russe de l'Arctique à la mi-novembre, a annoncé samedi l'agence de presse TASS, citant deux sources militaires. Les médias russes ont qualifié l'expérience de réussie. Le chasseur MiG-31K a décollé de l'aérodrome d'Olenegorsk, dans la région nord de Mourmansk, et a tiré le missile contre une cible au sol sur le terrain d'entraînement de Pemboi, dans la région arctique de Komi, en Russie. L'agence TASS n'a fourni aucun détail supplémentaire. Les médias russes ont déclaré que le *Kinjal* pouvait toucher des cibles nucléaires avec des ogives nucléaires ou conventionnelles jusqu'à 2 000 kilomètres de distance et que les missiles avaient déjà été déployés dans le district militaire sud de la Russie. Les services de renseignement de défense danois ont indiqué dans leur rapport d'évaluation des risques, vendredi, qu'un grand jeu de pouvoir se prépare entre la Russie, les États-Unis et la Chine, ce qui augmente le niveau de tension dans la région arctique. Le président russe Vladimir Poutine a révélé l'existence du *Kinjal* en mars 2018 ainsi que d'autres systèmes de missiles qu'il a qualifiés d'imbattables, décrivant comment ils pourraient échapper aux défenses ennemies. Les missiles hypersoniques, connus comme la prochaine génération de missiles, sont actuellement au centre de la course aux armements entre les États-Unis, la Russie et la Chine. La Russie est le premier pays au monde à équiper ses sous-marins de missiles hypersoniques.  
(Press TV, le 01-12-2019)

## **... CYBERESPACE ...**

### **Vers la prochaine mise en place d'un centre de commandement chargé d'assurer la cybersécurité durant les Jeux olympiques de Tokyo...**

Le gouvernement japonais a décidé d'avancer le calendrier pour la mise en place d'un centre de commandement chargé d'assurer la cybersécurité, en vue des Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo 2020. Des officiels du secrétariat du Cabinet et de l'Agence nationale de police notamment se sont rencontrés lundi pour discuter des moyens d'améliorer la cybersécurité à l'approche des JO. Ils ont rapporté qu'au moins douze cyberattaques avaient été menées contre le système informatique du comité d'organisation pendant la Coupe du monde de rugby au Japon, qui s'est terminée ce mois-ci. Les officiels ont décidé de mettre en place un centre de commandement dès mars prochain, au début du relais de la flamme olympique au Japon. Ils prévoyaient initialement que le début des opérations du centre coïncide avec les JO en été. Le centre de commandement sera installé au bureau du Premier ministre et opérationnel 24 heures sur 24. Il travaillera en collaboration avec le comité d'organisation et récoltera les informations par le biais des ministères et des agences.  
(Radio Japon international, le 27-11-2019)

### **Washington interdit l'utilisation de l'application *TikTok* au sein des forces armées américaines...**

L'armée US a demandé à ses soldats de cesser d'utiliser l'application *TikTok*, en raison des préoccupations liées à ByteDance, la société mère de *TikTok* basée en Chine et des incertitudes quant à la manière, dont l'application pourrait partager des informations avec le gouvernement chinois. Un examen de l'application populaire de réseautage social *TikTok* est en cours et le secrétaire de l'armée américaine a déclaré qu'il attendait un rapport sur la sécurité du service d'ici Noël. *TikTok*, qui compte environ 750 millions d'utilisateurs, a été soumis à une surveillance minutieuse de la part des services

de renseignement et de l'armée américaine en raison de ses liens avec la Chine. L'armée américaine cherche donc à savoir si cette application qu'elle a utilisée en matière de recrutement, pose un risque en matière de sécurité des données ou de renseignement. L'armée américaine a cessé immédiatement d'autoriser ses soldats à utiliser *TikTok* quand un problème de Sécurité nationale a été porté à l'attention du secrétaire de l'Armée, Ryan McCarthy, plus tôt cette année, a-t-il déclaré à Morgan Brennan, de *CNBC*, lors d'une interview accordée à la chaîne *Squawk Alley* de *CNBC*. « Nous avons entamé une étude avec l'Army Cyber Command sur les vulnérabilités potentielles associées à cette application » a déclaré McCarthy. Il a déclaré s'attendre à recevoir un résumé de toutes les failles associées à *TikTok* dès les vacances de Noël. L'application qui permet aux utilisateurs de créer de courtes vidéos, est très populaire auprès des jeunes adultes, y compris ceux qui sont en âge de procréer et de servir dans l'armée ; la majorité des quelque 750 millions d'utilisateurs de *TikTok* ont moins de 30 ans. L'armée US a donc demandé à ses soldats de cesser d'utiliser l'application, en raison de préoccupations liées à ByteDance, la société mère de *TikTok* basée en Chine et d'incertitudes quant à la manière dont l'application pourrait partager des informations avec le gouvernement chinois. En novembre, le PDG de *TikTok*, Alex Zhu, a pourtant déclaré au *New York Times* que si le président chinois Xi Jinping lui demandait de transmettre les données des utilisateurs, « je le refuserais ». Le sénateur Chuck Schumer a demandé une enquête sur l'utilisation de *TikTok* par l'armée et le sénateur Josh Hawley a proposé un projet de loi interdisant à l'application et à d'autres sociétés de technologie comme *Apple* et *Google* de stocker les données des citoyens américains en Chine. Les États-Unis s'attaquent à un grand nombre de sociétés technologiques basées en Chine, en dépit des protestations incessantes de ces sociétés, parmi lesquelles des géants de l'intelligence artificielle et de la surveillance, ainsi que des plus grands équipementiers chinois Huawei et ZTE.  
(*Press TV*, le 28-11-2019)



**Renseignor** est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence  
[www.isabel-intelligence.org](http://www.isabel-intelligence.org)

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)  
[www.cf2r.org](http://www.cf2r.org)

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – [direction@renseignor.com](mailto:direction@renseignor.com)  
Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – [redaction@renseignor.com](mailto:redaction@renseignor.com)



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement  
148 rue de l'Université – 75007 Paris  
Tel.: 01 78 42 26 67

<http://twitter.com/renseignor>

